



- **CONTRE** les licenciements, les atteintes aux libertés, la casse des régimes de retraites
- **POUR** l'augmentation des salaires et la défense des services publics

LE 17 SEPTEMBRE, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE

Une rupture profonde s'impose !

La rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences humaines de la crise sanitaire, où les gouvernements de M. MACRON et de ses prédécesseurs sont responsables de milliers de morts, via leurs politiques de fermetures de lits ou en laissant des milliers de travailleurs en première ligne sans masque de protection efficace, s'ajoutent des mesures régressives portées par le gouvernement.

Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, dont les salariés qui ont été particulièrement exposés et mis à contribution pendant le confinement, sont les premiers à payer les vellétés d'employeurs qui annoncent licenciements et délocalisations.

Pendant ce temps, ils maintiennent le versement de dividendes pour les actionnaires et exigent de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts.

Préparée sans réelle prise en compte de la situation sanitaire et sans moyens supplémentaires, la rentrée scolaire et universitaire inquiète à juste titre les jeunes, les familles et les professionnels, cela dans le cadre d'un protocole sanitaire ministériel offrant des dérogations au bon vouloir des décideurs.

Nous exigeons la mise à disposition gratuite de masques en quantité suffisante à l'ensemble des collégiens, lycéens et étudiants. Il en va de même pour l'ensemble de la population.

Pour le monde du travail, il revient aux employeurs de prendre en charge les mesures de protections individuelles et collectives, dont la distribution gratuite de masques en quantité suffisante.

La réduction du temps d'exposition également nécessaire par l'octroi d'une pause de 10 minutes toutes les heures induit de discuter de l'organisation, des conditions de travail et de la réduction du temps de travail.

Nous affirmons ensemble que la priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs, des étudiants, avec leur mise en protection sociale.

Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire pour créer des emplois, le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services, en prenant en compte l'urgence écologique.

Il est urgent d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minimas sociaux. Il est également temps d'en finir avec les aides publiques de toute nature dont bénéficient de grandes multinationales sans contrepartie et contrôle d'utilisation.

La période a également confirmé les exigences communes qu'ont portées nos organisations lors de la lutte contre la réforme du système des retraites. Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale programmée notamment par le gouvernement au détour du projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc. ...).

L'urgence sociale impose aujourd'hui tout au contraire, de préserver notre système intergénérationnel et d'envisager une protection sociale incluant la dimension professionnelle tout au long de la vie, des années d'études à la retraite.

Le gouvernement restreint les libertés comme jamais avec l'interdiction de réunion ou de manifester. Il répand la peur et multiplie les sanctions, sanctions contre les syndicalistes du CHR du Rouvray, amende pour tapage diurne pour ceux venus manifester devant le commissariat de Rouen lors de la venue de Darmanin. Pire il réprime un Inspecteur du travail, Anthony Smith qui agissait pour que des masques efficaces soient fournis aux salariés par un employeur d'aides à domiciles.

La situation impose donc des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. Un énième « plan de relance » qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique. La question de l'emploi est centrale : lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics, abandon définitif de la réforme des retraites.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF, FSE et UNL appellent à faire de la journée du 17 septembre une première journée de mobilisation pour imposer le changement nécessaire.

TOUS ENSEMBLE POUR GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS :

- L'interdiction des licenciements et des suppressions de postes.
- Le rétablissement plein et entier des services publics et entreprises publiques.
L'arrêt des privatisations.
- La hausse des salaires (+ 300 € pour tous et toutes), des pensions, des minimas sociaux et des bourses d'études
- Le rétablissement des libertés de rassemblement, de manifestation et l'annulation de toutes les sanctions contre les militants syndicaux.
- La gratuité de tous les masques, des masques efficaces, l'augmentation des temps de pause, la reconnaissance automatique des travailleurs exposés atteints de la covid en maladie professionnelle et la suppression des jours de carence
- Le maintien et l'amélioration de tous les régimes de retraite. L'abandon du régime universel par points.

MANIFESTATIONS

ROUEN : 10h Cours Clémenceau

DIEPPE : 10h30 devant la Gare

LE HAVRE : à déterminer

Les règles sanitaires sont à respecter, chacun vient avec son masque !